

patron leur dit que leur travail n'est plus satisfaisant. Nous sommes censés compatir avec l'employé mais il se peut que l'employé en question travaillait mal depuis 10 ans et le patron n'avait pas le cœur de le lui dire. Il croit que peut-être cela ne l'affectera pas trop maintenant qu'il a atteint cet âge et qu'il recevra une pension et ainsi de suite; aussi peut-il lui dire maintenant qu'il est remercié de ses services et qu'il a fait preuve d'incompétence pendant 10 ans. C'est le problème auquel vous avez à faire face et vous ne pouvez légiférer ou argumenter à cet égard tant que vous n'aurez pas analysé toutes les circonstances. Évidemment, si on dit qu'un employé travaille très bien et que le jour suivant il est renvoyé, c'est injuste et incompréhensible. Mais s'il a travaillé toutes ces années et que l'on assume, sans qu'il y ait eu vérification, qu'il a bien travaillé il est difficile de lui dire chaque jour qu'il accomplit un travail qui n'est pas satisfaisant, à la fin il est excédé. Qui donc sait si c'est juste, qui en est la victime et qui ne l'est pas.

Le sénateur Croll: Professeur, vous avez déclaré—et j'en ai pris note—que, selon vous, nous n'agissons pas sagement en essayant de nous imposer sur le marché américain. Toutefois, les autres pays n'agissent-ils pas de cette façon?

Le docteur Johnson: C'était là un exemple particulier. Dans le cas que j'ai cité, étant donné les tarifs américains, il était profitable d'exporter les matériaux non traités et de les traiter aux États-Unis. Il s'agit d'une déformation du rendement naturel causé par les tarifs américains et j'ai tout simplement dit que vous pouvez faire deux choses à cet égard. Soit vous payez les tarifs américains et exportez le produit traité et dans ce cas vous payez les Américains pour le droit d'avoir leur tarif ou vous pouvez essayer de négocier une baisse de telle sorte qu'il n'y ait pas cette répercussion. Nous avons eu périodiquement des cas de ce genre. Les Anglais ont beaucoup eu recours à cette méthode en subventionnant leurs exportations afin de surmonter les barrières étrangères. Cela se fait de toutes sortes de façons. Le gouvernement, tout particulièrement, agit ainsi à l'égard des produits hautement technologiques dont il est fier. Nous offrons des modalités très spéciales, par exemple, aux compagnies aériennes avec l'espoir qu'elles achètent le Concorde. On a dépensé tout près d'un milliard de livres sur le Concorde et personne ne veut l'acheter. Ainsi vous rognez le prix autant que vous le pouvez et vous offrez toute sorte de subsides à l'acheteur tout simplement pour laisser croire au monde qu'en ayant produit ce monstre, vous en avez tiré un profit commercial.

Les pays agissent parfois ainsi; ils absorbent les pertes entraînées par la vente à l'étranger parce qu'ils veulent en retirer des avantages publicitaires.

J'étais en train de dire que ce serait payer bien cher le privilège de nous prouver et de prouver aux autres que nous sommes en mesure de traiter nous-mêmes nos matières premières. Il serait de loin préférable d'essayer de négocier ce tarif américain en alléguant qu'il ne les avantage aucunement, et qu'il nous cause des frais, et que les ouvriers qui, chez-eux, sont préposés au traitement, ne doivent pas être très compétents car autrement il n'auraient pas besoin de ce tarif et d'en venir ainsi à un accord qui nous satisfasse tous au lieu d'utiliser une vieille phrase de M. Bennet qui disait: Nous allons enfoncer les portes du marché mondial. On peut toujours le faire mais on peut aussi se démolir soi-même.

Le sénateur Croll: Dans notre pays, nous éprouvons cette difficulté; nous avons de la difficulté à persuader la population qu'avec les ressources naturelles dont nous disposons, nous pouvons nous permettre de les exporter et d'importer les produits manufacturés, et nous n'avons réellement pas de solution à ce problème. Agissons-nous comme il convient? Devrions-nous faire le chien du jardinier ou quoi? Comment l'expliquer à la population?

M. Johnson: Je n'aime jamais faire le chien du jardinier. Bien sûr, c'est un problème et il vient en partie de ce que la population et ceux qui prennent les décisions ne comprennent pas les facteurs économiques en cause. Ils se demandent où l'on trouvera des emplois pour les canadiens, si nous exportons nos ressources et importons des produits manufacturés. Mais si nous manions correctement notre économie—et je ne prétends pas que les Canadiens s'y entendent mieux que d'autres—mais si nous essayons de manier correctement notre économie, nous pourrions alors produire davantage avec la population dont nous disposons.

Le problème est manifestement que la quantité de travail que renferment les ressources énergétiques que nous exportons est très petite comparée à celles que renferment les produits manufacturés. On a souvent tendance à se tromper sur ce point, parce que l'une des choses dont les pays moins développés se sont toujours plaints, c'est que malgré leurs programmes d'industrialisation, ils suscitent bien peu d'emplois dans le processus de fabrication. A bien considérer l'aspect productivité dans la fabrication, l'on voit que cette fabrication a tendance à détruire les emplois, qu'elle a pour objet d'augmenter l'efficacité, en réduisant la quantité de travail. De sorte que d'une certaine façon nous faisons fausse route en essayant de créer des emplois dans la fabrication parce que le fabricant efficace passe son temps à essayer de supplanter l'homme par la machine. Parce que les produits où il entre beaucoup de ressources naturelles contiennent moins de travail que ceux qui sont manufacturés, il ne s'ensuit pas qu'il nous faille essuyer du chômage chaque fois que l'on passe d'un secteur de production à l'autre. Il y a un nombre de choses que la population peut faire, et l'un des facteurs présents dans toutes les économies, c'est que la fabrication est devenue de moins en moins importante par rapport à d'autres considérations. J'ai, en Angleterre, un collègue qui nourrissait à ce sujet de vieilles idées et à qui il semblait que la fabrication est de première importance et l'emporte sur toutes autres activités, qui sont de second plan.

Prenons, par exemple, le Canada qui est très concurrentiel dans le secteur des banques internationales, ce qui nous vaut, comme à la Grande Bretagne d'ailleurs, d'avoir beaucoup d'Écossais au pays. Les Écossais sont de très bons banquiers.

Le président: Les petits-fils d'Écossais.

M. Johnson: Le système bancaire du Canada sert d'école à la population écossaise. Nous sommes très compétents dans ce domaine; nous avons des opérations bancaires outre-mer, et nous avons toujours été actifs sur le marché du dollar européen, et d'autres marchés du même genre. Notre population est très compétente dans ce domaine. C'est pourquoi elle pourra mettre à profit ce talent pour survivre d'ici la fin des temps. Il y a aussi d'autres choses que nous accomplissons également bien et résumer notre problème en disant: «Il nous faut avoir des emplois dans le secteur manufacturier», est faux, si l'on songe que ce secteur est l'un de ceux sur lesquels peut le moins compter